

## LES PARLEMENTAIRES ET L'INDUSTRIE

### SYNTHESE DU RAPPORT D'ETUDE POUR LE CERCLE DE L'INDUSTRIE

#### 1. Situation de l'industrie : un constat inquiet et lucide

La situation de l'industrie française inspire aux parlementaires un constat inquiet et lucide, qui met en avant un **problème général de compétitivité** qui se traduit par des destructions d'emplois, la disparition de pans entiers de l'industrie, des difficultés à l'exportation. Ils sont très sensibles aux disparitions d'entreprises qu'ils vivent sur leurs territoires.

Le sentiment largement partagé est celui d'une industrie confrontée à une mutation plus qu'une crise, qui impacte les modes de production, de gouvernance, de consommation, et à laquelle il s'agit de **s'adapter sans s'apitoyer sur le passé**. L'époque est au décloisonnement des frontières entre secteurs (industrie/services), à la révolution numérique, aux objets connectés, etc. Même si la plupart pensent que l'on ne regagnera jamais ce qui a été perdu, l'expérience montre que les secteurs traditionnels peuvent évoluer au prix de remises en cause complètes (exemple du textile). Les politiques admettent avoir souvent un train de retard dans l'appréhension de ces évolutions.

**Les responsabilités de la situation de l'industrie sont multiples.** Les parlementaires évoquent une rupture à la fin des années 90, date à laquelle la France aurait cessé de croire à l'industrie, l'idée dominante étant la fin de la société industrielle et l'avènement des services, au renoncement à des secteurs entiers de l'industrie, pour des biens qu'il était mieux de fabriquer ailleurs (cf le cas Péchiney, a été vécu par beaucoup comme un traumatisme). Il en est résulté notamment une dépréciation de l'image de l'industrie, notamment en termes de métiers

**Les politiques publiques sont montrées du doigt :** le poids des taxes, des charges et des réglementations est un thème qui dépasse les clivages partisans. Globalement; si la droite est davantage sensible à la question de la transmission d'entreprises et aux rigidités du code du Travail, la gauche est préoccupée par la baisse des investissements, le besoin de fonds propres et la nécessité d'avoir des fonds d'investissements actifs. Sont également dénoncés : l'instabilité des règles (fiscalité) et l'incohérence de certaines décisions (suppression de l'écotaxe), le rôle négatif d'une administration perçue comme trop tatillonne ou frileuse (lenteur des autorisations préfectorales) et dénuée de vision économique.

Des parlementaires déplorent l'effet négatif du **principe de précaution**, l'inadéquation du système de formation aux besoins des entreprises et l'inadaptation des politiques publiques au nécessaire développement des PME.

La **dénonciation de la financiarisation de l'économie** et de la frilosité des banques dans le soutien à l'investissement et la prise de risque parachève ce tableau. Néanmoins, **la foi des élus dans l'industrie reste intacte**, en raison de la présence en France à la fois de

leaders mondiaux et de PME innovantes et de notre excellence en matière de recherche. Ils sont également convaincus qu'il n'y a pas d'économie forte ni de croissance sans industrie et qu'il ne faut **pas opposer services et industrie**, les premiers se nourrissant de l'activité industrielle.

Dans ce contexte, **les politiques publiques se voient assigner un rôle de facilitateur**, pour favoriser la mobilisation des acteurs (notamment au plan territorial), pour développer le lien recherche-entreprise. Si l'orientation donnée avec le CICE et le Pacte de responsabilité est globalement approuvée, elle est assortie de deux questions : cet effort est-il suffisant ? Les choses vont-elles assez vite pour éviter un décrochage par rapport à nos concurrents ?

Les parlementaires pensent que **l'on ne peut pas mettre la priorité sur tout, qu'il faut aller sur ses points forts** : énergie, aéronautique, industries de Santé, transports (grands groupes et PME innovantes). L'augmentation du nombre d'ETI et la reconnaissance du caractère stratégique de la propriété intellectuelle apparaissent comme des objectifs stratégiques. Enfin, l'industrie manque d'une véritable stratégie industrielle au plan européen.

## **2. Les enjeux industriels dans le travail parlementaire : méconnaissance générale, priorité au local**

La manière dont les enjeux économiques sont traités au Parlement amène les parlementaires à constater **l'inculture économique générale et la méconnaissance de l'entreprise par les élus, qui a un impact néfaste sur la qualité du travail parlementaire**. Cette réalité serait commune à l'ensemble de l'éventail politique, même si l'appréciation vise davantage la majorité en place. Elle s'expliquerait par la sociologie parlementaire (très peu d'élus avec l'expérience du secteur privé, beaucoup de fonctionnaires ou d'apparatchiks). Elle constituerait un problème davantage culturel que partisan ; avec une prégnance de l'idéologie à gauche qui empêche de regarder et accepter le rôle central de l'entreprise dans la création de richesse et d'emploi.

Autre caractéristique forte, **les questions industrielles sont vues principalement sous l'angle local** : les parlementaires abordent les réalités industrielles et rencontrent les entreprises au premier chef dans leur circonscription ou leur département, ce qui est logique mais crée parfois un tropisme local, dont sont conscients certains parlementaires rencontrés, qui peut fausser le débat et empêcher d'avoir une vision globale des sujets.

Des parlementaires dénoncent la schizophrénie de certains de leurs collègues, consistant d'un côté à considérer que l'industrie n'est pas à plaindre (cf résultats du CAC 40) et de l'autre à déplorer la désindustrialisation de la France.

Au plan national, **le lieu pertinent des échanges avec l'industrie est la commission des affaires économiques** : même si certains déplorent le caractère compartimenté du travail parlementaire et la difficulté d'avoir une vision transversale des sujets, c'est une réalité qu'il faut intégrer : c'est là que se trouvent les parlementaires « spécialistes » des sujets industriels et que s'organisent les auditions des représentants des milieux économiques.

Des critiques s'expriment néanmoins à droite sur le fonctionnement de la commission et les parlementaires ont l'impression de voir souvent les mêmes entreprises (grandes entreprises, entreprises publiques ou travaillant pour le secteur public).

### 3. Quelles relations Parlement-industrie ?

**Les sources d'information des parlementaires proviennent des fédérations sectorielles**, dont le travail est reconnu comme utile **ou des entreprises directement**. Les parlementaires se disent à la fois surinformés et mal informés : les rapports d'activité ne sont pas lus et sont considérés comme un envoi inutile aux élus ; certains parlementaires complètent leurs informations auprès de Bercy. De façon générale, c'est le contact humain avec l'entreprise qui est considéré comme la meilleure source d'information pour les parlementaires.

Les contacts avec les milieux économiques permettent de dresser le constat suivant :

- **Le MEDEF est perçu comme une organisation au discours trop politisé**, qui ne parle pas assez d'industrie et mène un lobbying de dernière minute.
- Les **fédérations professionnelles sectorielles sont jugées plus crédibles** parce que pratiquant un registre technique et des relations qui s'inscrivent dans la durée. Mais leur discours est jugé souvent trop général et rend nécessaire des contacts directs avec les entreprises
- Les **grandes entreprises sont présentes quand l'actualité parlementaire** les incite à s'exprimer auprès des parlementaires, mais aussi par **des actions régulières** (petits déjeuners, visites de sites, réunions avec les dirigeants. Les parlementaires sont demandeurs de contacts de ce type, même si ce n'est pas le PDG qui les reçoit. Certains se plaignent d'entreprises au lobbying trop tardif, qui est contre-productif. Des critiques s'expriment aussi à l'égard de manifestations trop somptueuses où les parlementaires sont invités ou craignent le conflit d'intérêt
- Les PME et ETI : très présentes dans les exemples données par les parlementaires, elles sont, logiquement, plus présentes au plan local qu'au plan national, mais les parlementaires sont préoccupés du fait que le Parlement ne s'adresse pas assez à elles ni ne les écoute davantage.
- **A noter : Plusieurs parlementaires soulignent l'absence de porte-parole visible de l'industrie** en dehors des fédérations sectorielles.

Dans ce paysage, **la perception du Cercle de l'Industrie est plutôt floue** : très peu de parlementaires avouent ne pas le connaître, quand la plupart prétendent le connaître malgré la méconnaissance manifeste qu'ils en ont. Quelques parlementaires livrent leur appréciation pour constater sa faible visibilité au Parlement et le fait que ses positions ne sont pas connues ; ils le décrivent comme un cercle élitiste très éloigné de leur quotidien de parlementaire.

**La question des stages en entreprise** ne soulève pas d'enthousiasme particulier, entre un intérêt poli dans la plupart des cas et une hostilité de certains élus, qui jugent le terme « stage » inadapté, ridicule voire infamant. Ceux qui n'y sont pas opposés énoncent les

conditions pour le succès de telles formules. Pour eux, il faut : l'adhésion réelle du parlementaire, une priorité aux nouveaux élus, des actions dans la durée (IHEE) et un format qui ne soit pas du tourisme industriel. Beaucoup doutent que des stages permettent de résorber un problème de formation économique de base des élus. D'autres, enfin, souhaiteraient que des responsables industriels viennent aussi en stage auprès des parlementaires.

**De façon générale, les pistes suggérées par les parlementaires pour développer le dialogue avec l'industrie mettent en avant quatre éléments :**

- des actions ciblées sur les élus pertinents,
- des actions qui s'inscrivent dans la durée,
- des actions qui privilégient le concret et le contenu,
- des actions proches du terrain.